

La citation du mois

« Lorsque des erreurs sont commises dans la région, il n'est pas juste de fermer les yeux. Un proverbe turc dit : « Un ami véritable dit peut-être ce qui est douloureux, mais il dit la vérité. » Nous disons donc la vérité. En ce moment, Israël ne soutient malheureusement pas la paix au Proche-Orient.

Prenons l'exemple des constructions en Cisjordanie. Le monde entier réclame qu'elles soient stoppées. Dernièrement, Barack Obama s'est prononcé clairement sur ce sujet (...). Nous connaissons également la position des pays européens. Est-ce qu'Israël s'arrête pour autant? Non. L'administration israélienne doit contribuer à la paix. Mais celle-ci est composée actuellement de trois têtes. Qui faut-il écouter? Qui faut-il croire? »

Recep Tayyip Erdogan au Figaro (6 avril)

A la Une

La visite de Recep Tayyip Erdogan à Paris

Le 18 avril, le Premier ministre turc a effectué sa première visite officielle à Paris depuis le début des négociations d'adhésion de la Turquie à l'Union européenne (UE).

Recep Tayyip Erdogan a tenu à évoquer la question de l'adhésion de son pays à l'Union européenne, principal sujet de discorde entre les deux hommes.



Déterminé, il a enjoint le président français à «venir voir à quoi ressemble la Turquie d'aujourd'hui » Figaro (6 avril). Le Premier ministre s'est par ailleurs voulu rassurant : « Non seulement une Turquie dans l'UE ne sera pas une charge pour l'Europe, mais elle contribuera à la soulager ».

Le Premier ministre turc a profité de son voyage pour exposer la vision originale turque des questions de sécurité. Ainsi, est-il venu accompagné d'Ahmet Davoglu, « l'idéologue d'une diplomatie de puissance régionale émergente et ambitieuse » (Le Monde, 9 avril). De Paris, il a accusé Israël d'être « la principale menace contre la paix » au Proche-Orient. Sur le dossier iranien, le Premier ministre est resté ferme sur la question des sanctions, expliquant que la Turquie essaie de convaincre l'Iran, mais en jouant un rôle différénd de celui que les Occidentaux attendent d'elle. Difficile donc de trouver un terrain d'entente avec un Nicolas Sarkozy qui « fait toujours le forcing » pour (de nouvelles sanctions contre Téhéran (Le Parisien, 8 avril).

Au-delà de ces divergences et à défaut de se rapprocher sur l'Europe, Turcs et Français ont tenté de préserver la relation bilatérale. Et s'il est un point sur lesquels les dirigeants turcs et français sont en accord, c'est que ces différends « ne doivent pas peser sur la coopération économique » (Les Echos, 8 avril). Invité par Laurence Parisot, présidente du Medef, « le premier ministre a dressé de son pays un tableau particulièrement flatteur », raconte La Tribune (8 avril) et a séduit les patrons français.

Si « le maillon faible de la présence française reste les PME », « Les partenariats franco-turcs dans des pays tiers représentent une nouvelle piste de coopération » (Le Figaro Economie).

Actualités

Le Parlement turc adopte en 1ère lecture un projet de révision de la constitution (AFP, 29 avril 2010)

« Le Parlement turc a adopté dans la nuit (du 28 au 29 avril) en première lecture un projet de révision constitutionnelle déposé par l'AKP (...) visant à réduire les pouvoirs des hautes instances judiciaires, hostiles au gouvernement.

Mais après dix jours de débats-marathon sous haute tension, le paquet d'amendements dont l'article clé réduit les prérogatives de la haute magistrature, bastion de la laïcité, n'a pas reçu le soutien de 367 députés, soit la majorité des deux-tiers requise pour l'adoption définitive d'une modification constitutionnelle sans référendum. »

« Un deuxième tour de vote est prévu (...) puis la loi sera soumise au président de la République Abdullah Gül qui devrait l'approuver puis convoquer un référendum » puisque les 27 articles ont obtenu au moins 330 voix.

Critiqué par la hiérarchie judiciaire et l'opposition qui ont dénoncé une « volonté de l'AKP de mettre la main sur le pouvoir judiciaire », le parti au pouvoir s'est défendu : « cette révision doit aligner la Constitution sur les normes européennes et améliorer ainsi les chances du pays » d'adhérer à l'Union européenne. « L'UE a d'ailleurs salué la décision du parti gouvernemental turc de présenter un projet de révision de la Constitution. »

« D'autres dispositions secondaires du projet concernent les droits des femmes et des enfants et le renforcement des garanties syndicales. »

Le jeu iranien d'Ankara (Le Monde, 22 avril 2010)

Après avoir reçu le ministre turc des affaires étrangères, le 19 avril, Téhéran accueillera au mois de mai le président brésilien, expression de l'axe Brasilia-Ankara, engagé dans une tentative de médiation qui contrarie la stratégie occidentale de sanctions rapides à l'ONU.

Les deux pays ne croient pas « en l'efficacité d'une politique de sanctions » et « cherchent à s'affirmer sur la scène internationale ». Cet « activisme diplomatique (...) met ainsi à l'épreuve la capacité des Occidentaux à faire prévaloir leurs vues auprès des "émergents" ». Ankara et Brasilia « ont en commun de ne pas conférer à la menace nucléaire iranienne le même degré de gravité que les Occidentaux »

Arménie, la fin d'un tabou? (AFP, 24 avril)

« A Istanbul, pour la première fois, des Turcs ont commémoré les massacres d'Arméniens de 1915-17 (...), brisant un tabou ». Toute la presse souligne le choix des organisateurs d'avoir évoqué « la Grande catastrophe », pour ne pas « heurter ».

«La fête des enfants turcs en France» Le Progrès (26 avril)

« Depuis 1923, afin de commémorer la fondation de la République indépendante de Turquie, le 23 avril est une journée consacrée aux enfants(...). De grands rassemblements sont organisés « auxquels sont conviés des enfants de tous les pays du monde ». Dans toute la France des associations perpétuent cette tradition.

Dossier du mois : Elections à Chypre

Le 18 avril, le premier ministre nationaliste chypriote turc, Dervis Eroglu, a remporté l'élection présidentielle dans la partie nord de l'île; et ce dès le premier tour, avec 50,38% des suffrages, contre 42,5% pour le président sortant Mehmet Ali Talat.

Conséquences sur la réunification de l'île et l'adhésion turque à l'UE

La victoire de M. Eroglu « *complique la donne* » et « *suscite des inquiétudes* » (La Croix, 20 avril), pour les négociations Pour L'Humanité et Les Echos (20 avril), « *la victoire d'Eroglu jette une ombre sur le processus de paix* ».

Pourtant, M. Eroglu a tenu à rassurer : « *Personne ne doit penser que je quitterai la table de négociations* » (La Croix, 20 avril). Mais cette promesse ne convainc pas et les médias relaient largement les doutes des acteurs et observateurs. Pour Laure Marchand du Figaro, « *l'intransigeance de ce vétéran de la politique (...) augure mal de l'avenir* ». Pour M. Talat, ce seront désormais « *des négociations pour une non-solution* ». « *Le président chypriote grec (...) doute également de l'avenir du processus.* » (Le Monde, 20 avril). Quant au politologue chypriote turc Ahmet Sözen, il estime qu'« *un temps précieux risque d'être perdu* » (Libération, 20 avril).

Autre question impactée par la victoire de M. Eroglu : celle de l'adhésion de la Turquie à l'UE. Le risque aujourd'hui est que cette élection « *crispe encore davantage les Chypriotes grecs* » (Le Monde, 20 avril) qui « *bloqueraient en retour toute adhésion de la Turquie à l'UE* » (L'Humanité 23/04). Mais pour Guillaume Perrier du Monde, avant même l'élection « *les négociations d'adhésion de la Turquie étaient déjà l'objet de manœuvres d'obstruction* » (20 avril).

Les journaux français tentent d'analyser les raisons du vote du 18 avril. Selon eux, « *l'absence d'avancée concrète dans les négociations de réunification* » (Le Figaro, 19 avril) et « *l'amertume envers l'Europe* » (Marianne, 24 avril) ont largement influencé le vote des électeurs. Hugh Pope de l'ICG insiste sur « *la perte de l'espoir d'intégrer, un jour, l'UE* ». D'après lui, « *une majorité des Chypriotes du Nord ont (...) le sentiment d'avoir été punis* ». Libération (20 avril) défend aussi cette thèse de la « *déception des Chypriotes turcs* » qui ont vu « *la République de Chypre (...) admise dans l'UE* » alors que « *les mesures d'allègement de l'embargo international imposé depuis 1974 à la RTCN ne se sont jamais concrétisées* ».

« La clé du problème est à Ankara »

M. Erdogan « *a rappelé qu'il entendait que la RTCN continue à négocier la réunification* » (La Croix, 20 avril).

Si « *la clé est à Ankara* », l'AKP « *a néanmoins une marge de manœuvre réduite. (...) Une période préélectorale n'est guère favorable à un compromis sur un dossier aussi sensible et symbolique* » (Libération, 20 avril). Pour Niyazi Kizilyürek professeur de sciences politiques, « *le gouvernement turc a beaucoup à perdre. Avec M. Eroglu, on risque d'avoir en Europe une tolérance zéro pour la Turquie* » (Le Monde, 20 avril).

« *Un effet domino vertueux pourrait venir de l'Union européenne. (...) Le Parlement européen doit de nouveau se pencher sur l'accord commercial. Une autorisation des échanges entre le nord de l'île et l'UE inciterait la Turquie à permettre à Chypre d'utiliser ses ports et ses aéroports, relançant ainsi son adhésion, en rendant caduc le gel des chapitres et favoriserait les négociations à Chypre en créant une atmosphère favorable au compromis* » (Le Figaro, 19 avril).